

ASS/GF/II/MG

2026-43

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 8 AVRIL 2026**

<b>OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU SAMEDI 28 MARS 2026</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 30	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 2 avril 2026

L'an deux mille vingt-six, le huit avril à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN, M. André HERNANDEZ, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET, Mme Dominique GEA

Étaient absents :

M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Jean-Charles PITT à Mme Corinne ARMERO, Mme Magali GARY-BOBO à M. Gérard FORCADA, M. Michel CANO à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20260408-2026-43-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/04/2026  
Publication : 16/04/2026

Pour le Maire



L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit mars à 10 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Michel MASUYER, Doyen d'âge de l'assemblée et de M. Gérard FORCADA, élu Maire de la commune lors de cette séance.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Françoise CASTEL, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. El Mahdi DAHBI, Mme Mireille SANTINI, M. Alain GARCIA, Mme Christine FOULQUIER, M. Erik LE MOAL, Mme Pauline VILCHEZ, M. Christian ROIG, Mme Mélinda MARTIN, M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Thierry CAUMEIL, Mme Émilie FABREGAT, M. Philippe GALANO, Mme Vanessa BESLER, M. Bernard ROUSSET, Mme Angélique ARCIET, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Carol-Ann EHRHARD, M. André HERNANDEZ, Mme Valérie DUMONTET, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, M. Denis PROVENT, Mme Dominique GEA, M. Michel CANO

Étaient absents : N/A

Avaient donné mandat : N/A

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Michel MASUYER puis Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Françoise CASTEL

ASSESSEURES : Mme Mélinda MARTIN et Mme Valérie DUMONTET

## **PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 MARS 2026**

### **Ordre du jour**

Désignation de la secrétaire de séance et des deux assesseurs

### **Fonctionnement des institutions communales**

- 1 – Élection du Maire
- 2 – Détermination du nombre des adjoints au Maire
- 3 – Élection des adjoints au Maire
- 4 – Charte de l'élu local – Annexe

## **NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

## **DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Michel MASUYER

OBJET : ÉLECTION DU MAIRE

Vu les articles L. 2122-4 à L. 2122-17 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les résultats des élections municipales des 15 et 22 mars 2026 ;

L'article L. 2122-4 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret. Nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus.*

*Les fonctions de maire sont incompatibles avec l'exercice d'une des fonctions électives suivantes : président d'un conseil régional, président d'un conseil départemental.*

*Les fonctions de maire sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

*Tout maire exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue par les deuxième et troisième alinéas cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de maire. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive. »*

L'article L. 2122-5 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Les agents des administrations ayant à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et taxes ne peuvent être maires ou adjoints, ni en exercer même temporairement les fonctions, dans toutes les communes qui, dans leur département de résidence administrative, sont situées dans le ressort de leur service d'affectation.*

*La même incompatibilité est opposable dans toutes les communes du département où ils sont affectés aux comptables supérieurs du Trésor et aux chefs de services départementaux des administrations mentionnées au premier alinéa.*

*Elle est également opposable dans toutes les communes de la région ou des régions où ils sont affectés aux directeurs régionaux des finances publiques et aux chefs de services régionaux des administrations mentionnées au premier alinéa. »*

L'article L. 2122-7 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue.*

*Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.*

*En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu. »*

Une élection à bulletin secret doit être organisée lors de cette séance d'installation du nouveau Conseil municipal afin que soit désigné le Maire de la commune.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le résultat de l'élection du Maire s'étant tenue à scrutin secret.

**2/ De désigner** ... comme étant Maire de la commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉTERMINATION DU NOMBRE DES ADJOINTS AU MAIRE

Vu les articles L. 2122-1 et L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après l'élection du Maire, le Conseil municipal doit déterminer le nombre de ses adjoints, lesquels sont élus parmi ses membres.

L'article L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « *Le conseil municipal détermine le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal.* »

L'assemblée comportant 33 conseillers, il est ainsi permis à celle-ci de déterminer un nombre d'adjoints allant de 1 jusqu'à 9.

Il est proposé au Conseil municipal :

**1/ De fixer** le nombre des adjoints au Maire.

**2/ De déclarer** leur entrée en fonction dès leur élection.

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : ÉLECTION DES ADJOINTS AU MAIRE

Vu l'article L. 2122-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales selon lequel les adjoints sont élus au scrutin de liste à majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel ;

Vu la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité ;

Considérant qu'à la suite de la précédente délibération du Conseil municipal qui fixe le nombre des adjoints au Maire, il y a lieu de désigner les adjoints au Maire.

Il convient donc de procéder à leur désignation par une élection au scrutin de liste, à la majorité absolue. Cette élection doit respecter la règle de parité en assurant une alternance homme-femme du 1<sup>er</sup> au 9<sup>e</sup> adjoint. Le Maire doit faire appel aux candidatures et une élection doit être organisée.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le résultat de l'élection des adjoints au Maire

**2/ De désigner** les conseillers municipaux élus comme étant les adjoints au Maire dans l'ordre suivant : ...

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : CHARTE DE L'ÉLU LOCAL

Vu la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local ;

Vu les articles L. 1111-12 à L. 1111-14 du Code général des collectivités territoriales ;

La loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a abrogé l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales dont les dispositions constituaient la Charte de l'élu local. Ce sont désormais les articles L. 1111-13 et L. 1111-14 de ce code qui énumèrent les devoirs des conseillers municipaux et qui constituent la nouvelle Charte de l'élu local.

Il est nécessaire de procéder à la lecture de ces dispositions, dont chaque conseiller se verra remettre une copie :

L'article L. 1111-12 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi, ainsi que les élus des arrondissements de la Ville de Paris et des communes de Lyon et Marseille. »*

*Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres.*

*Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local. »*

L'article L. 1111-13 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République. »*

*L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.*

*L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.*

*L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.*

*Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.*

*L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.*

*Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.*

*L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.*

*Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif. »*

L'article L. 1111-14 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi. »*

*Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.*

*Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.*

*Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code.*

*Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.*

*Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.*

*Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues. »*

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la lecture et de la distribution de la Charte de l'élu local.



## **TENEUR DES DISCUSSIONS**

Monsieur Michel MASUYER, Doyen d'âge de l'assemblée et Président, procède à l'appel des conseillers municipaux par ordre des listes de candidats et les invite à prendre place.

**M. MASUYER :** Le quorum est atteint, j'ouvre la séance (10h05 minutes).

La secrétaire de séance est désignée par l'assemblée : Mme Françoise CASTEL, ainsi que deux assesseures, Mme Mélinda MARTIN et Mme Valérie DUMONTET.

## **1/ Élection du Maire**

M. Michel MASUYER, après avoir donné lecture des articles L. 2122-4, L. 2122-5 et L. 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, invite le Conseil municipal à procéder à l'élection du Maire à bulletin secret et à la majorité absolue, conformément aux dispositions légales. M. Michel MASUYER invite les candidats aux fonctions de Maire à se faire connaître. Une seule candidature est enregistrée : celle de M. Gérard FORCADA, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible ».

Le bureau électoral est composé de Mme Françoise CASTEL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », secrétaire de séance, de Mme Mélinda MARTIN du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » et de Mme Valérie DUMONTET du groupe « Un nouvel élan pour Lézignan », assesseures. Les trois conseillères se tiennent à la table de vote afin de superviser les opérations électorales.

Chaque membre de l'assemblée délibérante, à l'appel de son nom, introduit dans l'urne son bulletin de vote. Le dépouillement du vote a lieu et Mme Françoise CASTEL, secrétaire de séance, proclame les résultats suivants :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 0
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 7
- Nombre de suffrages exprimés : 26
- Majorité absolue : 14

Le candidat M. Gérard FORCADA a obtenu : 26 voix et est proclamé Maire de la commune. M. MASUYER remet l'écharpe tricolore à M. FORCADA et lui transmet la présidence de la séance.

M. FORCADA remercie l'assemblée, ses colistiers absents, ainsi que ses proches, et évoque le programme qu'il entend mettre en œuvre durant cette nouvelle mandature.

## **2/ Détermination du nombre des adjoints au Maire**

**M. FORCADA :** Après l'élection du Maire, le Conseil municipal doit déterminer le nombre de ses adjoints, lesquels sont élus parmi ses membres. L'article L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « *Le conseil municipal détermine le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal.* »

L'assemblée comportant 33 conseillers, il est ainsi permis à celle-ci de déterminer un nombre d'adjoints allant de 1 jusqu'à 9.

Je propose qu'il y ait 9 adjoints au Maire afin d'assurer la bonne administration de la commune.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Approuvée à l'unanimité, je vous remercie.

### 3/ Élection des adjoints au Maire

**M. FORCADA :** Il y a lieu de désigner les adjoints au Maire. Il convient donc de procéder à leur désignation par une élection au scrutin de liste, à la majorité absolue. Cette élection doit respecter la règle de parité en assurant une alternance homme-femme du 1<sup>er</sup> au 9<sup>e</sup> adjoint.

Je vous invite donc à procéder à l'élection des adjoints au Maire. Quelles sont les listes de candidats à cette élection ?

Une seule liste est présentée : celle du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », composée des candidats suivants :

- 1- William COMBES
- 2- Christine BÉNET
- 3- El Mahdi DAHBI
- 4- Françoise CASTEL
- 5- Michel MASUYER
- 6- Sabrina FITO
- 7- Laurent MARTINEZ
- 8- Corinne ARMERO
- 9- Alain GARCIA

Chaque membre de l'assemblée délibérante, à l'appel de son nom, a introduit dans l'urne son bulletin de vote. Le dépouillement du vote a donné les résultats suivants :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 0
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 7
- Nombre de suffrages exprimés : 26
- Majorité absolue : 14

La liste de candidats du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » a obtenu : 26 voix.

Les 9 candidats sont ainsi élus adjoints au Maire, dans l'ordre suivant :

- William COMBES : 1<sup>er</sup> adjoint au Maire
- Christine BÉNET : 2<sup>ème</sup> adjointe au Maire
- El Mahdi DAHBI : 3<sup>ème</sup> adjoint au Maire
- Françoise CASTEL : 4<sup>ème</sup> adjointe au Maire
- Michel MASUYER : 5<sup>ème</sup> adjoint au Maire
- Sabrina FITO : 6<sup>ème</sup> adjointe au Maire
- Laurent MARTINEZ : 7<sup>ème</sup> adjoint au Maire
- Corinne ARMERO : 8<sup>ème</sup> adjointe au Maire
- Alain GARCIA : 9<sup>ème</sup> adjoint au Maire

Les 9 adjoints au Maire reçoivent l'écharpe tricolore des mains du Maire et toute l'assemblée se lève pour chanter la Marseillaise.

#### 4/ Charte de l'élu local

**M. FORCADA :** La loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a abrogé l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales dont les dispositions constituaient la Charte de l'élu local. Ce sont désormais les articles L. 1111-13 et L. 1111-14 de ce code qui énumèrent les devoirs des conseillers municipaux et qui constituent la nouvelle Charte de l'élu local.

Il est nécessaire de procéder à la lecture de ces dispositions, dont chaque conseiller se verra remettre une copie : L'article L. 1111-12 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi, ainsi que les élus des arrondissements de la Ville de Paris et des communes de Lyon et Marseille.*

*Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres. Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local. »*

L'article L. 1111-13 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.*

*L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.*

*L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.*

*L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.*

*Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.*

*L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.*

*Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.*

*L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.*

*Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif. »*

L'article L. 1111-14 du Code général des collectivités territoriales dispose :

*« Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.*

*Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.*

*Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.*

*Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code. Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.*

*Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.*

*Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues. »*

Chaque conseiller se voit remettre une copie de la charte de l'élu local.

**Monsieur le Maire lève la séance à 11h07 minutes.**

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 28 mars 2026.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire**  
Gérard FORCADA

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES' in the 'AUDE' department. The stamp features a central emblem with a sun and a castle. A black ink signature is written over the stamp.

**La secrétaire de séance**  
Christine BÉNET

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES' in the 'AUDE' department. The stamp features a central emblem with a sun and a castle. A black ink signature is written over the stamp.